

Scandale WE Charity;

**«JUSTIN TRUDEAU FAIT UNE NOUVELLE FOIS LA PREUVE
DE SON MANQUE DE JUGEMENT...»**

- STÉPHANE BERGERON

CIRCONSCRIPTION DE MONTARVILLE, le 14 juillet 2020 — Faisant écho aux propos du chef du Bloc Québécois, M. Yves-François Blanchet, le député de Montarville, M. Stéphane Bergeron, s'est dit inquiet du nouveau manque de jugement dont le premier ministre Trudeau a fait preuve, en matière d'éthique, dans le dossier de l'octroi d'un contrat sans appel d'offre d'une valeur de près de 20 millions de dollars à l'organisme *We Charity* pour gérer un programme de quelque 900 millions de dollars pour financer du bénévolat étudiant, alors même que des membres de sa famille, nommément sa mère, son frère et sa conjointe, ont, au fil du temps, reçu une rémunération totale de près de 300 000\$ de la part de ce même organisme.

«C'est déjà la troisième fois, après ses vacances chez l'Aga Khan et l'affaire SNC-Lavalin, que Justin Trudeau fait l'objet d'une enquête du commissaire à l'éthique et que, les deux premières fois, cela lui avait valu un blâme. Un proverbe arabe dit que la première fois, ce n'est peut-être pas de ta faute; que la deuxième fois, tu dois te poser de sérieuses questions; et que la troisième fois, c'est de ta faute! De deux choses l'une; ou bien le premier ministre a beaucoup de difficulté à apprendre de ses erreurs, ce qui n'est certes pas une bonne prédisposition pour les fonctions de premier ministre, ou bien il commet ces bourdes de façon délibérée, convaincu de son bon droit, ce qui n'est guère mieux, bien au contraire! Il se comporte comme un récidiviste. Comment croire qu'il ne commettra pas une nouvelle bévue éthique?», de s'interroger M. Bergeron.

«Le gouvernement dirigé par cet homme, a-t-il poursuivi, semble considérer les deniers publics comme son argent de poche! Comme si les goussets de l'État étaient sans fond, il a dépensé sans compter depuis le début de la crise, en se comportant comme le gouvernement majoritaire qu'il n'est pas et en n'ayant même pas eu la sagesse élémentaire de corriger des erreurs et lacunes qu'il avait pourtant lui-même reconnues, comme pour le caractère régressif de la Prestation canadienne d'urgence, qui défavorise clairement les gens qui travaillent à temps plein, alors même que le taux de chômage demeure élevé et que les entreprises font face à une pénurie de main-d'œuvre. Et dans un geste inédit aux effluves fétides de conflit d'intérêt, il a permis au parti duquel il est issu, le Parti libéral du Canada, de se financer à même la subvention salariale qu'il avait lui-même créé, alors que de nombreuses entreprises réellement confrontées à une possible faillite n'y ont toujours pas accès. Voilà maintenant qu'il crée un programme de près d'un milliard de dollars pour financer le bénévolat étudiant — comme si on avait désormais les moyens de rémunérer certaines catégories de bénévoles! — dont il confie la gestion, en allongeant 20 autres millions, à un organisme étroitement lié à sa famille...»

«Le demande d'enquête policière rendue publique par les conservateurs relève d'une manœuvre purement partisane. Il appartient à la police de juger, à la lumière des faits, s'il y a lieu ou non de déclencher une enquête. À titre d'ex-ministre de la Sécurité publique, je m'en remets donc au jugement des autorités policières. Par contre, nous estimons que Justin Trudeau doit comparaître devant un comité parlementaire et qu'il doit se retirer temporairement de ses fonctions de premier ministre, le temps que durera l'enquête du commissaire à l'éthique. Il en va de la crédibilité de la gestion de l'État en cette situation de crise», de conclure Stéphane Bergeron.

– 30 –

Source: Pascale Guilbault, agente de communications
Bureau du député Stéphane Bergeron
@ pascale.guilbault.349@parl.gc.ca
☎ 450 922-BLOC (2562)